

SÉNAT

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 5 novembre 1964.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (1), à la suite d'une mission d'étude faite en Inde, au Pakistan et en Iran (2-23 avril 1964),

Par MM. Vincent ROTINAT, Jean de LACHOMETTE,
Pierre de CHEVIGNY, Jacques SOUFFLET et Daniel BENOIST,
Sénateurs.

Mesdames, Messieurs,

Une mission d'information de neuf jours en Inde et de six jours au Pakistan, dans un monde si totalement différent du nôtre par sa lumière, son climat, les mœurs de ses habitants, ne peut, bien entendu, qu'apporter un certain nombre d'impressions que nous n'aurions garde de transformer en jugements définitifs ou en conclusions péremptoires.

(1) Cette commission est composée de : MM. Vincent Rotinat, président ; Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales, vice-présidents ; Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard, secrétaires ; Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Bène, Daniel Benoist, le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean Lacaze, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Charles Laurent-Thouverey, Guy de La Vasselais, Jean Lecanuet, Etienne Le Sassiér-Boisauné, Louis Martin, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, Henri Parisot, Jean Peridier, le général Ernest Petit, Paul Ribeyre, François Schleiter, Edouard Soldani, Jacques Soufflet, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver.

Une telle mission d'information et d'étude est cependant loin d'être sans utilité ; si, en effet, les initiatives diplomatiques du Président de la République française ont connu là-bas, comme dans tous les pays du tiers-monde, un profond retentissement et un écho généralement très favorable, il faut reconnaître que l'influence française ou même la simple connaissance de notre pays y est très limitée. Les contacts humains permettent au moins de confronter des points de vues, de susciter des curiosités et surtout de se mieux connaître ; pour les membres de la mission, en tous cas, ces contacts ainsi que les impressions saisies sur le vif dans le pays même constitueront le meilleur élément d'appréciation.

*
* *

Une délégation de cinq membres de votre Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées ayant obtenu du Sénat les pouvoirs nécessaires à cet effet, vient donc d'effectuer une mission d'information et d'étude dans le sous-continent indien et en Iran (1).

Cette mission se déroula du 2 au 23 avril 1964 dans les meilleures conditions, grâce à la façon extrêmement amicale avec laquelle les gouvernements des pays visités voulurent bien faciliter ses déplacements et favoriser les contacts avec les personnalités politiques et économiques les plus éminentes ; le Gouvernement indien, notamment, eut la délicate attention, dès qu'il connut les projets de notre Commission, de lui faire savoir qu'il souhaitait que les sénateurs français considèrent comme ses hôtes.

C'est ainsi que nous furent ménagés des entretiens du plus haut intérêt avec M. Zakir Hussain, vice-président de la République et président de la Chambre Haute, M. Lal Bahadur Shastri, qui n'était, à l'époque, que Ministre sans portefeuille, mais que l'on considérait déjà comme le dauphin probable, avec M. Chavan, Ministre indien de la Défense, M. Raghu Ramaiah, Ministre des Armements, Mme Lashri Menon, Ministre d'Etat pour les Affaires extérieures, le speaker de la Chambre basse, le sardar Hukam Singh et, enfin, M. Desai, Secrétaire général du Ministère des Affaires

(1) M. Rotinat, après quatre jours passés à New-Delhi, revint en France en passant par Téhéran, Beyrouth et Athènes ; les autres membres de la délégation, accompagnés de M. Cottrel, administrateur de la Commission, poursuivirent leur mission à travers l'Inde, puis le Pakistan et l'Iran.

extérieures, pour ne parler que des personnalités du Gouvernement central de New Delhi.

Les autorités pakistanaises ont fait preuve également de la plus grande obligeance à notre égard puisque nous fûmes reçus par le speaker de l'Assemblée de la province du Pakistan occidental, le Secrétaire d'Etat à la Défense, le Président de l'Assemblée Nationale, M. Chowdhury, ainsi que par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, M. Aziz Ahmad.

L'accueil en Iran ne fut pas moins chaleureux ; le Président de notre Commission, M. Rotinat eut, en effet, le privilège d'être reçu en audience par S. M. le Shah d'Iran ; nous eûmes, en outre, un important entretien avec le Premier Ministre, M. Ali Mansour.

Nous profitons enfin de l'occasion qui nous est offerte pour adresser nos vifs remerciements aux chefs de nos postes diplomatiques dans ces trois pays, c'est-à-dire, M. J.-P. Garnier à New Delhi, M. Raoul Duval à Karachi et M. Renaud Sivan à Téhéran, pour l'aide précieuse, le concours vigilant et compétent qu'ils ont bien voulu nous accorder.

Nos principaux entretiens politiques en Inde eurent lieu, naturellement, pendant les quatre jours passés à New-Delhi. Mais la suite de notre circuit en Inde par Agra, Bénarès, Calcutta, Madras, Pondichéry et Bombay nous valut également de précieux contacts avec les autorités locales qui, dans un état fédéral aussi vaste, montrent peut-être le mieux le visage de la réalité.

Au Pakistan occidental, chacune des trois villes où nous avons séjourné ont un rôle politique important : Lahore, actuelle capitale de la province de l'Ouest, où siège le gouverneur et l'Assemblée provinciale ; Rawalpindi, siège provisoire du Gouvernement jusqu'à la construction d'une nouvelle capitale : Islamabad (au Nord de Rawalpindi), et Karachi, où sont restés de nombreux services gouvernementaux et où demeurent encore les représentations étrangères.

*
* *

Dans un tel rapport, il ne nous paraît pas possible de passer sous silence les impressions profondes que nous a laissées la vision de tant de traces d'une civilisation et d'une spiritualité débordantes.

En Inde surtout, toute la vie semble imprégnée, marquée d'une manière indélébile par une religion aux multiples visages dont les rites pour nous étranges, ésotériques, accompagnent chacun des actes de la vie et de la mort.

Si, côtoyant la misère physique qui s'offre à chacun de nos regards, notre premier réflexe d'occidental bien nourri, est l'incompréhension, voire la révolte devant des concepts philosophiques qui aboutissent à une telle résignation, on ne peut bientôt qu'être frappé de respect et d'admiration devant le spectacle de la multitude se pressant dans les temples, accroupie pendant des heures à réciter en cœur des prières qui ressemblent à des incantations. Quoi de plus émouvant que la vision reçue à Bénarès de ces centaines de milliers de pèlerins qui descendent les « ghats » vers le fleuve sacré pour s'y plonger et s'y purifier de tous leurs péchés. Dans la ville sainte des hindouistes comme des bouddhistes, aux multiples temples, ce n'est qu'un grouillement humain, une perpétuelle agitation d'hommes hantés par leur devenir.

Les bûchers dressés en permanence sur les bords du Gange brûlent les corps des défunts qui auront la chance de voir leurs cendres dispersées dans le fleuve, gage presque certain de l'anéantissement de leur âme dans le nirvana.

*
* *

La péninsule indienne, groupant l'Union indienne et le Pakistan, est à elle seule un continent plus grand que l'Europe et peuplé de près de 560 millions d'habitants (460 millions pour l'Inde et 95 millions au Pakistan).

L'impression dominante de voyageurs ayant successivement parcouru l'Inde et le Pakistan occidental (un séjour au Pakistan oriental aurait sans doute renforcé encore cette impression) est que ces deux pays sont étroitement connexes et interdépendants de fait. Les divergences politiques qui les opposent, nées de la « partition » de 1947 de l'ancien empire britannique des Indes, ne peuvent faire oublier la similitude des situations et des problèmes dont le principal est, évidemment, le niveau de vie extrêmement bas des populations.

La meilleure preuve en est que, malgré ces divergences politiques, l'interpénétration des économies reste très importante ; les

neuf dixièmes des poissons consommés à Calcutta, par exemple, proviennent des pêcheries du Pakistan oriental, les Pakistanais de Dacca ne pouvant eux-mêmes cuire le leur sans l'huile provenant de la région de Calcutta. Pakistan oriental et Pakistan occidental, séparés par toute la largeur de l'Union indienne, ont des relations longues et difficiles, surtout aériennes ou maritimes ; enfin, la province extrême-orientale de l'Inde, l'Assam, se trouve presque complètement coupée de l'Union indienne par le Pakistan oriental.

Mais ce qui devrait rapprocher encore davantage ces deux pays membres du Commonwealth, c'est la tâche considérable qu'ils ont à affronter pour sortir de la situation de sous-développement chronique qu'ils connaissent. Tous les efforts de développement économique sont actuellement presque entièrement absorbés par une surnatalité qui rend illusoire une amélioration notable du niveau de vie (qui n'atteint pas en Inde, de l'aveu du Gouvernement indien, 36 anciens francs par jour en moyenne).

Cette course entre les réalisations du plan de développement et l'accroissement de la population (10 millions par an pour l'Inde seule) a quelque chose d'essentiellement tragique.

*
* *

Introduction.

Pour établir le présent rapport, les membres de la délégation de votre Commission n'ont pas cru pouvoir passer sous silence les problèmes économiques si aigus dans cette partie du monde et si étroitement liés aux problèmes politiques.

Pour ce faire, ils se sont inspirés de notes, d'études qu'ils avaient réunies avant leur départ ou qui leur ont été fournies au cours de leur voyage, mais ils ont surtout eu le souci de les éclairer par leurs remarques et observations personnelles, de les confronter avec la réalité tout en faisant preuve de la plus grande prudence quant aux conclusions à tirer.

Nous étudierons donc successivement la situation économique, puis politique des deux grands Etats du Sud-Asiatique avec pour l'Inde un chapitre particulier sur le conflit sino-indien et concernant tout à la fois l'Inde et le Pakistan, un autre chapitre sur l'affaire du Cachemire.

En ce qui concerne l'Iran, qui était également compris dans notre périple asiatique, nous présenterons dans un dernier chapitre quelques très courtes observations que nous avons eu l'occasion de faire au cours des seules 48 heures que nous y avons passées ; cela, non pas parce que nous estimons que ce pays ne mérite pas de plus longs développements, mais parce que beaucoup plus proche de notre culture et de notre manière de penser, l'Iran a été à maintes reprises visité par des missions françaises, parlementaires ou non, qui ont abondamment publié sur ce pays.

Pour terminer, nous tenterons de dégager quelques conclusions sur les formes d'aide susceptibles d'apporter des solutions utiles à un développement plus approprié de ce vaste sous-continent dont la position morale dans le monde dépasse largement la puissance économique encore insuffisante.

I. — L'INDE

A. — Situation économique.

Les résultats des premières années du troisième plan quinquennal indien établi pour la période 1962-1966 accusent un retard sensible sur les objectifs fixés : le taux de croissance n'a pas dépassé 2 à 2,5 % par an, *ce qui laisse le revenu par habitant inchangé depuis la fin du second plan*. Le taux annuel d'accroissement démographique est en effet de 2,2 % ; la production de céréales plafonne au niveau atteint en 1960-1961 ; seule la production industrielle inscrit des résultats assez satisfaisants puisqu'elle augmente de 7 à 8 % par an.

a) *L'agriculture.*

La stagnation de l'agriculture constitue sans aucun doute l'aspect le plus sombre et le plus inquiétant de l'Inde actuelle ; la production de céréales et de légumes secs ayant été pour 1963 sensiblement égale à celle de 1960 (80 millions de tonnes), l'Inde a dû pour assurer son alimentation au niveau de consommation de 1.800 calories par jour et par personne importer 4 millions de tonnes de céréales pour satisfaire les besoins d'une population en augmentation de 27 millions d'habitants pendant la même période.

L'augmentation des récoltes, donc des rendements, implique des changements dans les structures agraires, ce qui ne peut s'obtenir qu'à long terme. Aussi, le gouvernement a-t-il ralenti ou remis à plus tard les grands projets d'irrigation au profit de projets plus modestes, mais à effet rapide sur le niveau de la production. Les investissements publics faits dans l'agriculture sont d'ailleurs parfois mal utilisés à cause d'une machine administrative trop lourde et insuffisamment adaptée. Le gouvernement espère cependant atteindre en 1965-1966 l'objectif de 100 millions de tonnes de céréales et de légumes secs fixé par le plan.

b) *L'industrie.*

Le progrès inégal des différentes branches fait naître des goulots d'étranglement. Cependant, la plus grave entrave à son développement est la pénurie de devises. S'étant constitué, grâce à ses propres efforts et à une aide étrangère considérable, une base industrielle qui exige une importation croissante de matières premières et de pièces détachées, l'Inde ne peut faire face aux dépenses supplémentaires en devises qui en résultent, par ses ressources propres. L'Inde attend donc son salut d'un accroissement de l'aide étrangère susceptible de soutenir sa balance des paiements et qui ne soit pas lié trop directement à tel ou tel projet industriel.

L'Inde arrive à laisser inutilisée une part importante de l'aide étrangère et, d'une façon générale, à sous-utiliser son appareil productif pour n'avoir pas su développer en temps voulu la production de certaines matières premières, dont elle est cependant abondamment pourvue ou celle de l'énergie électrique. Le sous-emploi d'un capital investi à grands frais constitue certainement l'un des échecs les plus graves de la planification indienne qui retardent la croissance de l'ensemble de l'économie.

Séduisante dans son ensemble, la planification indienne rencontre de grandes difficultés d'application. Une des principales est la nécessité où elle est placée de mettre en mouvement une économie compartimentée en secteurs socio-économiques qui connaissent des niveaux de développement très différents et dont les disparités tendent à s'accroître. Ni l'appareil administratif, ni l'encadrement politique ne sont pleinement en mesure de faire face à leurs tâches qui, reconnaissons-le, sont considérables tant à cause du poids des traditions que par la progression démographique qui rendent le problème presque insoluble.

c) *L'aide extérieure.*

Car, pour atteindre ces résultats bien modestes de croissance économique, l'Inde a dû faire appel à une aide extérieure considérable. Sur les 20 milliards de dollars nécessaires à la réalisation du 3^e Plan, les pays étrangers ont accepté de consentir un apport financier de 5 milliards 500 millions de dollars.

Les apports extérieurs ont permis de financer pour le secteur public le dixième du premier Plan, le quart du deuxième Plan et devraient couvrir près du tiers du troisième Plan.

Pour coordonner l'ensemble de l'aide que les pays industrialisés de l'Occident fournissent à l'Inde, a été créé en 1958 un « Club d'aide à l'Inde » comprenant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Canada, le Japon, la Banque mondiale, puis à partir de 1961, un certain nombre d'autres pays dont la France. L'effort principal est consenti par les Etats-Unis, puis par la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale. La contribution française au Club de Washington pour la durée du Plan indien s'élève à 70 millions de dollars, sous forme de crédits fournisseurs à 10 ans et à un taux d'intérêt de 5 %. C'est sur ce crédit que l'Inde a acheté 3 Caravelles pour son trafic intérieur.

Malgré cet effort extérieur important, l'exécution complète du Plan de développement indien ne semble pas pouvoir être réalisée. On aperçoit ainsi nettement la précarité de l'économie indienne. La mort brutale du Premier Ministre Nehru risque de compliquer encore une tâche démesurée. Il ne faut pas oublier en effet que c'est en bousculant un certain nombre de traditions contrairement d'ailleurs à l'avis du Mahatma Ghandi, très réservé en ce qui concerne la modernisation de son pays, que Nehru avait réussi tout de même à ouvrir pour l'Inde la voie vers un Etat moderne.

B. — Situation politique.

La situation politique de l'Inde est caractérisée par une stabilité apparente due à l'existence d'un parti majoritaire important, le parti du Congrès, qui domine toute la vie politique indienne. En réalité, le parti du Congrès a subi de nombreuses transformations ; un parti qui, pendant 17 ans, assure la totalité des responsabilités politiques d'un Etat subit nécessairement une certaine usure ; des tensions internes créent à l'intérieur des factions qui s'opposent d'une manière de plus en plus vive. C'était la grande autorité morale de Nehru qui permettait au parti du Congrès de maintenir sa suprématie sur le plan national comme dans les états et l'on peut se demander ce qu'il en adviendra maintenant.

A l'annonce de la mort de ce grand homme d'Etat, survenue le 27 mai dernier, soit un mois après notre retour, nous avons tous été très frappés et inquiets pour l'avenir de l'Inde.

Sa politique de non-alignement, de non-violence et de coexistence pacifique, qui laissait toutefois place à un certain opportunisme lorsque les intérêts de l'Inde étaient immédiatement en cause (Goa ou Cachemire), avait suscité parfois, il faut bien le dire, un certain agacement et des réserves sérieuses en Occident. Mais les observateurs politiques étaient unanimes à considérer son action tenace et son courage personnel comme les facteurs essentiels du maintien de l'unité indienne et de la paix dans cette région du monde.

Sa brutale disparition ne fut pas cependant une grande surprise pour nous. L'occasion nous fut en effet donnée de voir le Premier Nehru au cours d'un débat à la Chambre basse de New-Delhi — il avait fait savoir à notre Ambassadeur qu'en raison de son état de santé, il regrettait de ne pouvoir nous accorder un entretien personnel. Il assista à ce débat consacré à des questions au Gouvernement et chaque fois qu'un orateur s'adressait à lui, il se levait de son banc pour répondre, mais avec quelle difficulté ! Au bout de la troisième ou quatrième question, un congressiste, ému par les efforts visibles que faisait Nehru, crispé à son banc, adjura le Premier ministre de rester assis pour répondre aux orateurs.

On savait, en outre, que, depuis un premier et grave malaise cardiaque, ce grand travailleur, qui passait 16 à 18 heures par jour à l'étude de ses dossiers, ne pouvait plus y consacrer que 3 ou 4 heures.

Par contre, un long entretien nous fut accordé par le successeur actuel de M. Nehru, M. Lal Bahadur Shastri. Avec Nehru, le contraste physique est frappant ; petit par la taille, il nous est apparu frêle et modeste. Mais, de toute sa personne, se dégage une flamme intérieure intense et une conviction profonde ; il semble ressentir vivement le drame de son pays ; ses premières déclarations ne furent-elles pas pour souligner la nécessité absolue d'une amélioration de la condition humaine de ses compatriotes ?

Si son activité passée semblait uniquement axée sur les problèmes intérieurs, plusieurs déplacements à l'étranger depuis son accession à la présidence du Gouvernement (Conférence des pays

non alignés, voyage à Moscou) au cours desquels il reprit les thèmes chers à Nehru, montrent son désir d'assurer la continuité de la politique étrangère indienne.

Celle-ci avait d'ailleurs subi un grave échec à la suite de l'offensive chinoise déclenchée le 20 octobre 1962 contre le territoire du Nord-Est et le Ladakh ; cette agression dont les origines et les motifs demeurent mystérieux aux yeux des Indiens comme de l'étranger portait un coup qui pouvait être mortel à la politique de Nehru. Celui-ci avait toujours entendu maintenir son pays le plus à l'écart possible de l'affrontement des blocs, rester parfaitement neutre dans le conflit Est-Ouest ou en tout cas doser soigneusement les initiatives prises en faveur d'un des camps. C'était là le fondement de sa conception du non-alignement. Le prestige de l'Inde en tout cas auprès des Etats sous-développés s'en trouva singulièrement accru ainsi que l'était le rôle joué par elle lors de la conférence de Bandœng en 1955. Mais, dépassée par d'autres pays du tiers monde pour la plupart nouvellement indépendants, désireux de donner un contenu plus révolutionnaire à leur neutralisme, l'Inde fit rapidement figure de nation trop modérée.

L'attaque chinoise d'octobre 1962 obligeant l'Inde à un effort d'armement propre et à accepter l'aide militaire des Etats occidentaux, et notamment des Etats-Unis, vint porter atteinte au principe même du non-alignement et du neutralisme. Ce fut manifestement une grande tragédie personnelle pour Nehru ; les mesures d'urgence qu'il dût prendre étaient contraires à sa nature profonde et compromettaient les idéaux pour lesquels il s'était battu toute sa vie.

Quelques jours après l'attaque chinoise, Nehru faisait d'ailleurs au Parlement indien une confession remarquable :

« Je désire que vous tous preniez conscience du choc que nous avons subi au cours de la semaine qui vient de s'écouler. Nous étions en train de perdre le contact avec les réalités du monde moderne. Nous vivions dans une atmosphère artificielle créée par nous, et il a fallu ce choc pour nous en faire sortir... Ce qui est détraqué, en vérité, c'est toute notre mentalité, tout notre gouvernement, la façon dont on gouverne ici... Il faut que nous sortions de cette ornière, pour nous atteler rapidement à notre tâche, quelle qu'elle soit... ».

Le conflit sino-indien.

La querelle entre l'Inde et la Chine sur le tracé de la frontière des Etats himalayens (Cachemire, Népal, Sikkim, Bhutan) et du Nord-Est de l'Assam, a pour origine le tracé de la ligne « Mac Mahon » entre l'Inde et le Tibet. Cette ligne a été définie par la « Convention de Simla » (1914) à la suite de négociations entre le Gouvernement indien et des représentants des Gouvernements chinois et tibétain. Si l'accord a été confirmé par les Gouvernements tibétain et indien, il n'a été que paraphé par le représentant chinois, et le Gouvernement chinois a refusé de le ratifier.

Aujourd'hui, le Gouvernement chinois réclame la rectification de cette frontière ainsi que celle du Cachemire et de l'Union indienne jusqu'au Népal.

Les personnalités indiennes, interrogées par nous, sur les raisons de l'attaque chinoise contre l'Inde, se contentèrent d'indiquer que la Chine était animée d'un désir de domination sur tous les Etats du Sud et du Sud-Est asiatique et agissait par intimidation sur les petits pays voisins (Birmanie, Indochine). Elle a tenté également d'intimider l'Inde, mais l'Inde n'est pas un petit pays et ne se laissera pas intimider.

Les troupes chinoises sont entrées avec la plus grande facilité à l'intérieur des frontières indiennes et la Chine a stoppé d'elle-même son offensive décidant par un acte également unilatéral de retirer ses troupes d'une partie du territoire qu'elle avait occupé, à la frontière de l'Assam. L'armée indienne ressentit de façon cuisante l'humiliation de ses démonstrations platoniques face aux intrusions chinoises ; ses revers sont imputables à un dispositif, un équipement et un approvisionnement défectueux plutôt qu'au fléchissement du moral de la troupe. Les troupes indiennes ont montré beaucoup de courage et de volonté en combattant dans des conditions défavorables avec un armement inférieur et à une grande altitude un ennemi supérieur en nombre et mieux armé.

Cette humiliation a été vivement ressentie également au Parlement indien.

Les questions posées au Premier Nehru, à la séance de l'Assemblée à laquelle nous assistâmes et dont il est parlé plus haut, portèrent pour la plupart sur les conséquences du conflit sino-indien et les pourparlers engagés à ce sujet par les Etats

membres de la Conférence de Colombo. Une phrase de Nehru : « Nous ferons de notre mieux pour récupérer tout le territoire qui est supposé être nôtre », suscita une assez violente réaction de beaucoup de députés qui n'étaient pas tous de l'opposition. Cette sensibilisation de l'opinion indienne n'est pas faite pour faciliter des négociations.

L'attaque chinoise d'octobre 1962 en même temps qu'elle provoquait une immense déception et une grande amertume parmi les dirigeants indiens, suscita un élan d'unité et de patriotisme au sein du peuple indien.

Le nombre d'engagements volontaires fut tel à ce moment que les autorités indiennes ne purent tous les accepter. Le budget militaire qui était dérisoirement bas, puisqu'il n'atteignait pas 3 milliards de francs avant l'attaque chinoise, fut plus que doublé et dépassera cette année 7 milliards de francs, chiffre encore peu important, mais qui constitue une limite qui ne peut être dépassée sous peine de remettre en cause l'ensemble du plan économique indien. A cette augmentation des dépenses intérieures, s'ajoute une aide militaire importante anglo-américaine, mais aussi française, les chars AMX 13 ayant été particulièrement appréciés lors de la campagne de 1962.

En automne 1962, l'Indian Air Force n'a pas pris part à l'opération, à l'exception des appareils de transport, afin d'éviter des représailles sur les grandes villes de la plaine du Nord. Personne ne conteste pour autant le besoin des Indiens en une aide extérieure propre à mettre fin à cette situation humiliante et dangereuse. Mais le choix des moyens a été long et délicat. Les Américains ont finalement refusé, par souci de ménager le Pakistan, la livraison d'avions supersoniques à l'armée indienne. Ils sont plutôt disposés à fournir eux-mêmes à l'Inde, en prévision d'une nouvelle attaque chinoise, la couverture aérienne nécessaire. Cette option a suscité de très vives réactions en Inde parce qu'elle laissait à des puissances étrangères le soin d'assurer la défense aérienne du territoire indien.

Le récent voyage de M. Shastri à Moscou a abouti à un accord indo-soviétique prévoyant la livraison de chasseurs MIG à réaction au gouvernement indien.

Il n'est pas possible de savoir si Pékin a l'intention de déclencher une nouvelle attaque contre l'Inde ; ce qu'on peut toutefois

redouter, c'est qu'actuellement une offensive générale chinoise toujours possible mettrait sans doute une fois de plus les Indiens dans de sérieuses difficultés.

Certains observateurs ont émis l'hypothèse que l'attaque chinoise aurait pu avoir comme objectif de contrecarrer la politique de développement économique de l'Inde, en imposant à ce pays de lourdes charges militaires, les Chinois craignant que, après l'échec de leur fameuse politique de bond en avant, une relative réussite du plan indien suivant des formules non communistes fasse pencher les pays du tiers monde en faveur d'une solution indienne plutôt que chinoise.

Si une négociation directe entre la Chine et l'Inde ne s'est pas encore amorcée, malgré les efforts de Mme Bandanaraiké, Premier Ministre de Ceylan et Président de la Conférence de Colombo, c'est que, du côté indien, n'importe quel contact diplomatique avec les Chinois aurait été dénoncé au Parlement et dans le pays comme une trahison ; depuis quelque temps, l'état d'esprit général a cependant évolué. Bien des facteurs ont agi sur l'opinion indienne depuis un an : on est de plus en plus conscient ici que l'aide militaire occidentale pourtant limitée risque de compromettre d'une façon définitive la politique indienne du non-alignement qui avait eu tant de succès auprès des pays sous-développés d'Afrique et d'Asie ; les Indiens, aux prises également avec les difficultés résultant de l'affaire du Cachemire, sont soudain pris de la crainte d'un isolement diplomatique.

Le conflit du Cachemire.

Cette province frontière entre les deux pays, située au pied des chaînes occidentales de l'Himalaya est, paraît-il, une des plus belles du monde, parsemée de lacs, de forêts et de rivières.

Au moment de la partition qui a suivi l'indépendance en 1947, le Maharadja hindou qui dirigeait l'Etat du Cachemire décida le rattachement de la province à l'Inde. Une armée pakistanaise entra au Cachemire pour protester contre ce rattachement à l'Inde d'une population à 80 % composée de musulmans ; une armée indienne se porta au secours du Maharadja et ce fut le début du conflit qui dura près de deux ans jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu entre les deux antagonistes partageât en fait le Cachemire en deux parties inégales, la plus grande partie étant rattachée à l'Inde. Le Gouverne-

nement pakistanais revendique depuis ce moment l'application d'un plébiscite que l'Inde aurait accepté en 1949 pour que les populations du Cachemire puissent se prononcer librement sur le sort définitif de la province.

Le Pakistan estime que toutes les données tant géographiques qu'humaines sont en faveur d'un rattachement du Cachemire au Pakistan. En effet, près de 80 % de la population est de confession musulmane ; tous les débouchés naturels, les vallées sont orientées vers le Pakistan. Si les critères qui ont présidé au partage des différentes provinces constituant l'ancien Empire des Indes en 1947 avaient été respectées, c'est-à-dire contiguïté géographique et facteurs religieux, le Cachemire aurait dû revenir au Pakistan ; cependant, le Pakistan demande seulement la libre consultation des populations.

La thèse de l'Inde conteste que le critère religieux soit un facteur décisif. Il existe en effet près de 50 millions de musulmans répartis dans l'ensemble de l'Union indienne, de même qu'il y a d'ailleurs 10 millions d'Hindous au Pakistan. La Constitution indienne stipule le caractère laïc des institutions en Inde et le gouvernement indien a toujours assuré le respect de toutes les religions (y compris les 9 millions de chrétiens qui vivent également dans la péninsule).

La meilleure preuve du libéralisme de l'Inde en matière religieuse est l'importance des postes occupés par certains musulmans dans la vie politique indienne : le vice-président de la République, M. Zakar Hussain, qui est en même temps président du Conseil des Etats ou Chambre Haute, c'est-à-dire le deuxième personnage de l'Etat, ainsi que plusieurs ministres sont musulmans ; chaque fois que la question du Cachemire est débattue à l'O. N. U., l'Inde y délègue d'ailleurs un représentant musulman.

Accepter une consultation des populations serait par conséquent susceptible de soulever des troubles chez les autres minorités musulmanes de l'Inde ; le facteur religieux ne peut être suffisant pour décider ou non le rattachement d'une province.

La thèse indienne s'appuie encore sur ce fait que le Pakistan qui réclame un recours aux urnes pratique un régime plus autoritaire que démocratique et ferait mieux d'organiser sur son territoire de véritables élections au suffrage universel, comme l'Inde lui en donne l'exemple.

Un des derniers actes de la vie politique de Nehru, qui pourtant ne cessait de réaffirmer que l'accession du Cachemire à l'Union indienne était un fait irrévocable, a été de libérer le Cheikh Abdullah, incarcéré depuis de longues années pour avoir préconisé un plébiscite au Cachemire. Cette libération de celui qu'on appelle « le lion du Cachemire » a donné un éclairage nouveau au problème du Cachemire. Après des conversations nombreuses avec les dirigeants indiens le Cheikh Abdullah s'est rendu au Pakistan et semble envisager une solution sur des bases nouvelles ; il estime qu'aucune solution durable ne pourra intervenir tant que le peuple n'aura pas été appelé à se prononcer : « Il ne s'agit plus seulement de l'avenir du seul peuple du Cachemire, mais aussi des relations indo-pakistanaïses envenimées dangereusement par cette querelle, dont les victimes innocentes sont les minoritaires des deux pays. Nous devons trouver une solution qui tienne compte de tous ces facteurs et la soumettre ensuite au suffrage du peuple : toute solution doit faire en sorte qu'aucun des deux pays n'en retire le sentiment d'une défaite, que la politique laïque poursuivie par la République indienne n'en soit pas hypothéquée et que les intérêts de l'Etat du Cachemire soient sauvegardés ».

II. — LE PAKISTAN

A. — La situation économique.

Pays indépendant depuis la partition de l'ancien Empire des Indes en 1947, le Pakistan est resté, comme l'Union indienne, membre du Commonwealth ; c'est, avec ses 95 millions d'habitants, la sixième nation du monde et le plus grand Etat musulman du globe.

Le Pakistan se compose de deux unités géographiques totalement séparées, situées au Nord-Ouest et au Nord-Est de l'Inde et séparées par une distance approximative de 1.700 kilomètres. Le Pakistan oriental, dont la surface n'est que de 15 % de l'ensemble, est habité par plus de 51 millions d'habitants, tandis que 43 millions d'habitants peuplent le Pakistan occidental représentant les 85 % de la superficie.

La population pakistanaise est essentiellement rurale. Son niveau de vie est encore très bas, très semblable à celui de leurs voisins de l'Inde, le revenu par habitant ne dépassant pas 5 % du revenu moyen en France. L'agriculture constitue la principale richesse du pays et occupe plus de 80 % de la population. Elle représente la quasi-totalité des exportations (le jute représentant 75 % de la production mondiale figure à lui seul pour près de la moitié du total des ventes pakistanaises à l'étranger).

La production industrielle, inexistante en 1947, s'est développée assez rapidement grâce à l'application de plans quinquennaux. Le second plan quinquennal (1961-1965) a des objectifs très ambitieux, puisqu'il vise à augmenter le produit national de 24 %, la production industrielle de 50 % et à assurer l'autonomie du pays dans le domaine alimentaire.

Comme pour ce qui concerne l'Inde, ces projets ne pourront être réalisés sans l'assistance financière de l'étranger.

En 1959, le Pakistan avait déjà reçu des Etats-Unis, généralement sous forme de dons environ 1 milliard 700 millions de dollars, auxquels s'ajoutaient des prêts de la Banque internationale, l'aide de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne de l'Ouest.

Pour couvrir les dépenses du II^e Plan quinquennal, le Gouvernement pakistanais demande que l'aide extérieure s'élève à 2 milliards 300 millions de dollars sur un total de 4 milliards 830 millions de dollars.

Un consortium d'aide au Pakistan semblable à celui créé au profit de l'Inde a été constitué en 1961 et groupe maintenant la B. I. R. D., les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et la France. Ce consortium a réussi à réunir un total de 1.370 millions de dollars correspondant aux besoins des trois premières années du Plan. Sur ce total, les Etats-Unis en fournissent 712.

C'est donc essentiellement sur l'aide financière des pays occidentaux et surtout des Etats-Unis que s'appuient les programmes de développement pakistanais. Un accord russo-pakistanais a bien été conclu en mars 1961, mais prévoit seulement l'octroi d'un prêt de 30 millions de dollars pour des recherches pétrolières.

L'importance des dépenses de développement, comme la nécessité d'importer de grandes quantités de produits alimentaires a entraîné, ces deux dernières années, un large déficit de la balance commerciale. Les exportations françaises à destination du Pakistan sont encore très peu importantes et ne représentent que 2,5 % des achats pakistanais.

Au cours de notre séjour au Pakistan occidental, nous avons eu l'occasion de visiter un certain nombre de réalisations grandioses, notamment à Karachi le somptueux monument de la Banque d'Etat avec ses magnifiques bureaux entièrement à air conditionné et ses jardins suspendus ; depuis Rawalpindi, nous avons également visité les premières réalisations de la future capitale, Islamabad, dont la construction prévue en quinze ans groupera l'ensemble des services gouvernementaux et administratifs à quelques kilomètres au nord de Rawalpindi.

Notre première réaction devant ces réalisations ou ces projets fut de nous demander si ce pays, dont les besoins vitaux sont si considérables, ne se lançait pas dans des dépenses de prestige exagérées. A la réflexion, nous sommes tout à fait conscients du caractère stimulant et de la valeur d'exemple que constituent, pour l'entraînement d'un peuple dont la tendance naturelle serait plutôt le maintien des anciennes traditions, de tels projets ambitieux.

B. — La situation politique.

Après la mort de Mohamed Ali Jinnat, fondateur du Pakistan, le 11 septembre 1948, une Constitution fut promulguée en 1956 mais le Général Iskander Mirza, Président de la République, abolit le 7 octobre 1958 la Constitution de 1956 et proclama la loi martiale. Le 27 octobre 1958, le Général Mohamed Ayub Khan contraint le Président Mirza à partir en exil et exerce depuis cette date la totalité du pouvoir. Une nouvelle Constitution est promulguée en 1962. Tous les partis politiques dissous le 7 octobre 1958 ont été de nouveau autorisés par une loi du 16 juin 1952.

La Ligue musulmane qui incarna le nationalisme aux Indes puis fut à l'origine de la création du Pakistan a été officiellement reconstituée le 15 septembre 1962. En matière de politique extérieure, les conditions dans lesquelles le Pakistan est né ont pesé jusqu'ici sur toute sa politique étrangère qui, depuis 1957, a été dominée par la question de ses rapports avec l'Union indienne, dont l'affaire du Cachemire n'est qu'un des aspects.

Une amélioration de ces rapports qui a suivi l'arrivée au pouvoir du Général Ayub Khan a été marquée par le traité du 19 septembre 1961 sur le partage des eaux de l'Indus. Cependant, la position prise par le Pakistan dans le conflit Est-Ouest, c'est-à-dire son adhésion délibérée au camp occidental, l'a éloigné de plus en plus de l'Union indienne qui se voulait au contraire le leader des pays non engagés. C'est en effet dès sa création en septembre 1954 que le Pakistan est entré dans l'O. T. A. S. E., le pacte de défense du Sud-Est asiatique groupant notamment les anglo-américains et la France ; c'est également en juillet 1955 que le Pakistan adhéra au Pacte de Bagdad, transformé depuis la révolution irakienne de 1958 en Pacte du Cento groupant notamment l'Iran et la Turquie.

Le conflit sino-indien dans l'Himalaya fut l'occasion pour le Pakistan d'un rapprochement avec la Chine Populaire qui s'est traduit par un traité de délimitation des frontières dans une région

revendiquée par l'Union indienne. Cette nouvelle occasion de tension entre Karachi et New Delhi n'est pas pour faciliter le règlement du contentieux entre les deux pays. Ce rapprochement avec la Chine Populaire semble d'ailleurs surtout marqué d'opportunisme, le Pakistan n'ayant pas renoncé pour autant ni à sa participation aux pactes militaires de défense contre le communisme, ni au bénéfice de l'aide financière considérable des Etats-Unis.

III. — L'IRAN

Après l'Inde et le Pakistan, l'Iran nous apparut comme le pays de transition entre l'Orient et l'Occident.

C'est aussi le pays charnière entre le monde communiste — l'Iran a une frontière de 2.500 kilomètres avec l'U. R. S. S. — et la civilisation occidentale ; considéré pendant longtemps par les Anglo-Américains comme le premier rempart contre l'expansion du communisme au Moyen-Orient, l'Iran a bénéficié depuis la dernière guerre d'une aide massive, tant économique que militaire de ces pays, surtout des Etats-Unis, en échange de sa participation d'abord au Pacte de Bagdad, puis au Cento ; toutefois, depuis près de deux ans, les relations entre les U. S. A. et l'Iran ne sont plus aussi étroites : les Etats-Unis, depuis la mise au point de moyens de défense intercontinentaux, ne considèrent plus l'Iran comme une base stratégique aussi importante ; en outre, devant les restrictions imposées par le Congrès pour faire face à l'hémorragie de dollars, l'Administration de Washington a décidé de réduire l'aide octroyée et de transformer une partie de celle-ci en prêts. C'est ainsi que, des entretiens que nous avons eus à Téhéran, nous avons retiré le sentiment que, puisque l'Iran doit maintenant payer son matériel militaire, il est libre de choisir ses fournisseurs ; certains matériels français très récents semblent d'ailleurs susciter parmi les spécialistes iraniens le plus haut intérêt. Il est regrettable, dans ces conditions, que, faute d'accord entre départements ministériels français intéressés, nous n'ayons pu donner suite plus tôt à une demande des autorités iraniennes d'envoi d'un officier instructeur et de plusieurs jeunes soldats du contingent, réclamés au titre de la coopération.

Selon des informations récentes, ce problème serait d'ailleurs en voie de règlement et satisfaction pourrait être donnée à la demande du Gouvernement iranien.

Parallèlement à cette évolution, les relations irano-soviétiques sont marquées depuis peu d'une certaine détente ; en juillet 1963, fut signé à Téhéran un accord de coopération technique entre les deux pays. De même, et ceci nous intéresse plus directement, on constate un renouveau d'intérêt certain pour notre pays ; l'influence

française avait été prédominante avant la guerre, mais, au lendemain de celle-ci, l'aide américaine massive et le maintien des positions traditionnelles de la Grande-Bretagne avaient abouti à un abaissement considérable de nos positions culturelles en Iran. Bien sûr, parmi les élites politiques des « plus de 45 ans », la langue française est encore parlée, et avec une aisance parfaite par la majorité d'entre eux. Nous en avons eu la preuve émouvante au cours de la réception intime et extrêmement cordiale que nous a réservée le président du Sénat entouré d'une trentaine de ses collègues, parlant tous français et comprenant à peu près la moitié de l'effectif de cette Haute Assemblée.

La preuve du renouveau d'intérêt de la jeunesse iranienne pour notre culture nous a été fournie par notre visite aux nombreuses classes de français ouvertes dans les locaux de l'Alliance française de Téhéran, suivies assidument par un public nombreux et attentif. La construction d'un nouveau lycée français, dont la première pierre a été posée par le Chef de l'Etat français lors de sa visite à Téhéran à l'automne 1963, vient d'être entreprise sur un terrain mis à notre disposition par le gouvernement iranien.

Nous citerons encore, sans prétendre en aucune façon être exhaustif, mais en nous limitant au contraire à ce que nous avons vu, l'action dynamique menée à Téhéran par quelques Français de valeur, tel le docteur Balthazar, directeur de l'Institut Pasteur, et M. Gandillon, président du cercle des amitiés françaises.

L'effort culturel français, pour utile qu'il soit, ne doit pas cependant rester isolé ; il faut qu'il s'appuie sur un développement accru des relations économiques et commerciales ; on ne peut espérer voir des étrangers s'intéresser à la culture française et faire l'effort nécessaire pour apprendre une langue nouvelle simplement « pour l'amour de l'art ». Ils ne le feront que dans la mesure où cette connaissance leur sera utile pour la carrière qu'ils ont choisie.

La réussite de la politique actuelle d'expansion culturelle est donc entièrement liée à un accroissement de notre influence économique et de nos réalisations dans le domaine technique et industriel.

CONCLUSIONS

Devant l'immensité des problèmes qui assaillent le monde sud-asiatique, il semble vain et en tout cas présomptueux, après un voyage aussi court, de tenter de suggérer des solutions positives.

Nous voudrions cependant essayer de dégager quelques idées générales et de voir ce qui pourrait en découler pratiquement.

I. — Alors que, dans les nations industrialisées, on escompte un doublement du niveau de vie des populations tous les 12 à 15 ans, le niveau de vie des pays sous-développés reste à peu près stagnant ou s'élève à une cadence très faible. Ainsi, la théorie marxiste de la paupérisation progressive des classes pauvres et de l'enrichissement croissant des possédants, si elle s'est avérée totalement erronée dans les rapports de classe d'une même société, semble retrouver sa valeur si on l'applique aux relations entre Etats développés et sous-développés.

II. — Ce phénomène se poursuit malgré une certaine prise de conscience globale par les responsables politiques et même, dans une certaine mesure, par les opinions publiques des pays riches, de la notion de solidarité humaine, de l'impossibilité pour les nations possédantes de rester isolées au milieu de leurs richesses sans essayer d'aider les Etats pauvres à élever leur niveau de vie.

III. — Cette bonne volonté se heurte toutefois à l'apathie que l'on rencontre chez certains peuples qui semblent se résigner à leur sort et dont la susceptibilité nationale est d'autant plus chatouilleuse qu'ils sont dénués de tout. Si un réel effort de s'aider soi-même était perceptible, l'aide extérieure se sentirait plus efficace et serait donc dispensée plus volontiers. Pour le cas qui nous occupe, il nous semble évident, à nous occidentaux, que les querelles de frontière indo-pakistanaise constituent un anachronisme, pour conserver un terme mesuré.

La première de ces trois réflexions nous amène aux considérations suivantes :

1° Si la théorie marxiste s'est révélée controuvée à l'intérieur d'un même pays, c'est, d'une part, parce que la classe ouvrière a su s'organiser et s'unir pour faire valoir sa place dans la société

et, d'autre part, parce que les chefs d'industrie ont finalement trouvé leur propre intérêt à transformer l'économie de marché en une économie de masse et qu'en augmentant le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs, ils ont compris qu'ils trouveraient des débouchés sur place pour leur production en série.

Les Etats sous-développés ont bien tenté de s'organiser à l'occasion de conférences comme celle de Bandoeng en 1955, celle de Belgrade (1^{re} au 6 septembre 1961) ou celle toute récente du Caire (5 au 11 octobre 1964), mais, en l'absence d'un réel moyen de pression sur les pays industrialisés, ils se sont bornés bien souvent à condamner le soi-disant impérialisme de ceux-ci. En tout cas, ils n'ont pas su faire taire leurs querelles internes ni en définitive agir d'une manière constructive.

Par contre, si, par hypothèse, il était possible d'accroître, par un effort concerté d'une ampleur sans commune mesure avec ce qui a été fait jusqu'à présent et sur une période relativement courte de quinze à vingt ans, non pas seulement le pouvoir d'achat, mais la capacité d'échange de pays comme l'Inde et le Pakistan, les économies occidentales y trouveraient leur propre intérêt.

2° Ceci nous conduit à considérer l'effort actuellement entrepris par les pays industrialisés en faveur des pays sud-asiatiques. D'après les chiffres contenus dans ce rapport, l'aide multilatérale accordée par le « Club de Washington » couvre plus du quart des dépenses du 3^e Plan indien ; et cependant, *cela permet seulement aux Indiens de survivre sans amélioration notable de leur niveau de vie.*

Pour relativement important qu'il soit, cet effort n'est pas à l'échelle de l'immensité des besoins à satisfaire.

La France fournit le plus gros effort par tête d'habitant en faveur de l'aide aux pays sous-développés (1,5 % du produit national brut), mais cette aide est traditionnellement et pour des raisons bien compréhensibles orientée presque uniquement vers l'Afrique. Le rapport Jeanneney indique bien que, si la coopération avec l'Afrique doit rester prioritaire, elle ne doit plus être exclusive ; seulement les prévisions qu'il donne sur les chiffres d'aide qu'il serait possible de dégager en 1975 au cas envisagé de doublement du produit national brut d'ici là, en faveur des pays hors zone franc, ne représenteraient que 15 % des sommes affectées aux Etats africains.

Le même rapport préconise toutefois des procédures multilatérales par l'intermédiaire des organisations internationales et notamment européennes :

« La Communauté économique européenne, cadre relativement étroit, pourrait aussi constituer un relais commode et efficace. Les avantages pour le pays aidé d'une aide bilatérale seraient conjugués avec la réunion de moyens plus importants si, au lieu de la France, l'ensemble des pays formant la Communauté économique européenne s'engageait dans des actions communes. Cela pourrait concourir à équilibrer la prépondérance que donne aux Etats-Unis l'importance de leur participation à la Banque internationale et de leur aide directe au Tiers Monde. L'Europe deviendrait un partenaire de grand poids dans toute politique de coopération. Etant, en outre, le principal importateur de matières premières, elle pourrait jouer un rôle décisif dans la régulation de leurs prix.

« La C.E.E. devrait définir des principes et constituer des instruments communs. La compétence territoriale de la Banque et du Fonds Européen de Développement pourrait être étendue à l'ensemble des pays en voie de développement. »

Nous ne saurions trop insister sur cet aspect de la question : pour être efficace, et n'est-ce pas là le seul critère à considérer lorsqu'il y va de la vie de millions d'individus, l'aide doit être organisée au départ, les efforts doivent se conjuguer et non se concurrencer.

Une délégation du Parlement européen représentant les six pays du Marché commun nous avait d'ailleurs précédés de quelques mois en Inde, suscitant le plus haut intérêt chez les responsables indiens parce que, pour la première fois, l'entité économique puissante qu'est l'Europe occidentale prenait l'initiative de contacts politico-économiques avec l'Inde.

Le rapport Jeanneney a encore le mérite de suggérer (ou de reprendre à son compte) de nouvelles modalités des relations économiques internationales dans deux directions :

a) *La stabilisation des prix des matières premières.* — L'anarchie du marché mondial des produits primaires entraîne des fluctuations brutales et profondes de leurs prix, la détérioration des « termes de l'échange » aboutit pour les pays exportateurs

à des pertes de recettes qui représentent une partie importante de l'ensemble des aides qu'ils reçoivent et qui, même sont parfois pour certains pays supérieurs à l'ensemble de ces aides. La baisse des prix des matières premières exportées par les pays pauvres est aggravée par la hausse des produits industriels qu'ils importent.

b) *L'ouverture des marchés des pays avancés aux productions industrielles des pays en voie de développement.* — Il serait fallacieux de croire qu'un désarmement douanier général soit de nature à favoriser les pays sous-développés ; pour que ce libéralisme bénéficie aux pays en voie de développement, il devrait être aménagé de façon à accorder un privilège aux exportations en provenance des pays sous-développés que l'on entend favoriser.

Dans le cas particulier de l'Inde, des mesures semblables avaient certainement été mises au point d'une façon très précise au cours des négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, puisque le problème des conséquences de cette entrée en ce qui concerne l'Inde était, paraît-il, réglé.

L'adoption de mesures globales de cet ordre nous semble un premier pas nécessaire ; mais ce premier pas devrait être accompagné d'une augmentation très sensible du volume de l'aide et surtout de son organisation à l'échelon mondial.

Au cours d'une conférence sur le désarmement en 1955, une proposition concrète avait été faite par le président du Conseil français de l'époque : affecter à un fonds d'aide aux pays en voie de développement les sommes dégagées par une diminution progressive des armements. C'était une idée à la mesure du problème.

Que les fonds nécessaires soient trouvés de cette façon ou autrement, il existe pour la réalisation de la tâche un précédent heureux : le plan Marshall, qui a permis à l'Europe détruite par la guerre de reconstituer, grâce aux dons américains, son potentiel industriel en une dizaine d'années. La seule obligation imposée aux Européens fut de s'unir au sein d'un organisme chargé à l'origine de répartir les fonds reçus et qui a prouvé son utilité : l'O. E. C. E.

Les trois remarques suivantes résument notre point de vue :

I. — Les méthodes actuellement suivies pour aider les peuples sous-développés sont trop fragmentaires, diverses, dispersées ; leur efficacité est grandement obérée par leur manque de coordination.

De la part des pays fournisseurs, elles sont marquées davantage par le désir d'une influence et d'un prestige nationaux que par le souci d'améliorer la condition humaine.

II. — Les pays industrialisés ne pourraient, cependant, entreprendre un effort d'envergure sans trouver en face d'eux des partenaires résolus à faire taire leurs querelles internes, à s'organiser entre eux et à accepter le minimum de réformes indispensables.

III. — Il est de l'intérêt commun des pays industrialisés — sans doute avec une proportion importante de risques, mais cela est-il suffisant pour ne pas entreprendre ? — d'aider vigoureusement les peuples sous-développés afin qu'ils deviennent, après un délai raisonnable, des partenaires économiquement capables.

*
* *

Les considérations générales qui précèdent débordent évidemment le cadre de notre mission ; sans avoir la prétention d'emporter l'assentiment général sur les conceptions dont nous venons de faire état, nous pensons que l'occasion pouvait être saisie d'essayer de présenter les principales données d'un problème dont l'ampleur et l'importance pour l'avenir ne peuvent échapper à personne. Nous ne prétendons pas non plus être les premiers à en souligner la gravité ; des études très poussées ont été faites dans ce domaine par des spécialistes hautement qualifiés.

Si nos conclusions n'ont que le mérite d'accentuer la prise de conscience qui se dessine dans les opinions publiques, notre démarche n'aura pas été inutile.